

Unité départementale de la Somme  
53 rue de la Vallée  
80000 Amiens

Amiens, le 23/09/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/07/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ROQUETTE FRERES**

avenue des lilas  
80800 Vecquemont

Références : -  
Code AIOT : 0005102581

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/07/2025 dans l'établissement ROQUETTE FRERES implanté avenue des lilas 80800 Vecquemont. L'inspection a été annoncée le 07/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROQUETTE FRERES
- avenue des lilas 80800 Vecquemont
- Code AIOT : 0005102581
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société ROQUETTE exploite, depuis 1956, une féculerie sur le territoire de la commune de

Vecquemont.

L'activité principale de ce site est la transformation de la pomme de terre et l'extraction de la fécule, à destination principalement des industries papetières, alimentaires et pharmaceutiques. Dans le cadre de cette activité, ROQUETTE dispose d'une installation de récupération de protéines, de déshydratation des pulpes et d'un atelier de féculles modifiées.

Le site couvre une surface totale de 13 ha.

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, le site est soumis à autorisation et classé SEVESO Seuil Haut. Il relève également de la directive IED avec pour BREF Principal le BREF FDM (Food, Drink & Milk).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

A compter du 1er janvier 2025, l'arrête ministériel du 03/08/2018 relatif aux installations de combustion établit de nouvelles VLE. L'exploitant veillera à s'y conformer.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R.515-114 à R.515-116	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Conditions de rejet à l'atmosphère	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 22	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 56	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 55	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 3.2.2	Sans objet
4	Dispositifs de prévention des accidents	AP Complémentaire du 29/04/2021, article 2.7.2	Sans objet
7	Prévention des risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 59	Sans objet
8	Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 60	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'incendie et d'explosion		

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté deux non-conformité sur le site faisant l'objet d'une proposition de mise en demeure:

- L'absence de ventilation permanente dans les locaux de chaufferie
- L'absence de système de désenfumage dans les locaux de chaufferie.

Ainsi que trois non-conformités faisant l'objet d'une demande de justificatif :

- Non-respect des vitesses d'éjection
- Absence de déclaration des appareils de combustion de taille moyenne
- Absence de matérialisation de zone "Atex" dans les locaux présentant ce risque

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre MCP

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/12/2018, article R.515-114 à R.515-116
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>R. 515-114 :I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ; - la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »</p> <p>II. Ces informations sont communiquées : 1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 : - au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;[...]2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »</p> <p>R.515-115 : [...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.</p>

R.515-116 :I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 «, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

**Constats :**

En amont de la visite, l'inspection a consulté la base de données recensant les installations de combustion inférieures à 50 MW. Le site Roquette Frères n'apparaît pas dans cette liste. Lors de la visite sur site, l'exploitant a confirmé ne pas avoir renseigné ce registre. L'inspection a rappelé à l'exploitant l'obligation d'enregistrer les appareils de combustion de puissance supérieure à 5MW dans cette base de données.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra un extrait du registre permettant de démontrer l'enregistrement des appareils de combustion de son site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Conditions de rejet**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/07/2007, article 3.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conduits et installations raccordées

**Prescription contrôlée :**

Le biogaz produit lors du traitement anaérobie est valorisé dans les chaudières 6 et 7. A défaut, le biogaz est brûlé en torchère

N° de conduit	Installations	P u i s s a n c e   o u c a p a c i t é	Combustible
1	Chaufferie 1	4 chaudières pour une puissance totale de 34,3 MW th un conduit de rejet par chaudière	Gaz naturel
2	Chaufferie 1	""	Gaz naturel
3	Chaufferie 1	""	Gaz naturel
4	Chaufferie 1	""	Gaz naturel
5	Chaufferie 2	2 chaudières de puissance totale de	Gaz nature/biogaz

		puissance totale de 22,4 MW th	
6	Chaufferie 2	1 chaudière de puissance de 14 MW th	Gaz naturel
7	Torchère	Puissance de 10 MW th	Biogaz produit par le réacteur à circulation interne

Le fioul TBTS est utilisé ponctuellement comme combustible de secours.

#### Constats :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'aucun changement n'a été effectué sur les conduits et installations.

La puissance des appareils de combustion ainsi que les conduits raccordés restent cohérents avec l'article susvisé.

Cependant, l'exploitant a indiqué à l'inspection ne plus utiliser de Fioul TBTS sur l'installation depuis 2007.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Conditions de rejet à l'atmosphère

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 22

**Thème(s) :** Risques chroniques, Vitesse d'éjection

#### Prescription contrôlée :

[...]

#### B. Autres appareils de combustion :

La vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche nominale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m<sup>3</sup>/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m<sup>3</sup>/h.

#### Constats :

En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis les rapports d'analyses réalisées par le groupe MAPE sur les années 2023 (ref : G003221559-01) et 2024 (ref : G003242420-0201A-4) concernant les rejets atmosphériques des chaudières.

Le rapport d'analyse de 2023 relève le non respect des vitesse d'éjection pour les chaudières : 6, 7 et 8.

Le rapport d'analyse de 2024 relève des non-conformités concernant les chaudières : 1, 2, 5, 8.

A noter que les rapports ne font pas référence aux conduits mais aux chaudières, par souci de cohérence, la numérotation retenue est celle des chaudières.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Sous 3 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection les résultats d'analyses 2025 montrant le respect des vitesses d'éjection conformément à l'article susvisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Dispositifs de prévention des accidents

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/04/2021, article 2.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.  Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le Q18 relatif à l'installation complète du 29/06/2025 réalisé par la société SOCOTEC, ce dernier conclut à l'absence de risque d'incendie ou d'explosion.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 56
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ventilation des locaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive. La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et

<p>basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.</p> <p>Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p> <p>Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que les locaux des chaufferies ne disposent pas d'ouverture permanente, permettant d'assurer une ventilation efficace.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans la chaufferie 1 (à l'arrêt au moment de la visite), la ventilation est assurée par l'ouverture d'une porte.</li> <li>• Dans la chaufferie 2 (en fonctionnement lors de l'inspection), l'exploitant indique que la ventilation est assurée par un rideau métallique. Ce dernier était fermé lors de la visite.</li> </ul> <p>Ces moyens de ventilation ne constituent pas un dispositif permanent, et ne peuvent être considérés comme des moyens efficaces de ventilation compatibles avec le bon fonctionnement des installations de combustion.</p> <p>Par ailleurs, aucun système de désenfumage n'a été constaté dans les locaux visités au moment de l'inspection.</p> <p>L'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant sur ces points.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 6 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 55</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Recensement et détermination de la nature des risques de l'installation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.</p> <p>II. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques) qui la concerne. La présence de ce risque est matérialisée par des marques au sol ou des panneaux et sur un plan de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours.</p> <p>III. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques.</p> <p>Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b></p>



<p>Par courriel en date du 25 juillet 2025, l'exploitant a transmis le plan des risques relatif aux chaufferies n°1 et n°2. Ce document met en évidence la présence d'une atmosphère explosive (zone ATEX), représentée par un nuage rouge sur le plan.</p> <p>Cependant, lors de la visite sur site, l'inspection a constaté l'absence de toute matérialisation visible de ce risque dans les locaux concernés (signalisation, marquage au sol, panneaux d'avertissement, etc.).</p> <p>Par échantillonnage dans les chaufferies n°1 et n°2, l'inspection s'est assurée du bon état ainsi que de la vérification des moyens d'extinction présents. Ces équipements ont été contrôlés et sont maintenus en bon état, avec une vérification réalisée en juin et juillet 2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant justifiera de la mise en place d'une matérialisation visible du risque "ATEX" dans ces locaux.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 7 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 59</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réseaux d'alimentation en combustible, détection de gaz</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. [...] Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées ou par étiquetage.</p> <p>II. Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, placé à l'extérieur des bâtiments s'il y en a, permet d'interrompre l'alimentation en combustible liquide ou gazeux des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;</li> <li>- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.</li> </ul> <p>Il est parfaitement signalé et maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée. Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation en gaz est assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz à l'extérieur des bâtiments, s'il y en a.</p> <p>Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un dispositif de baisse de pression (3). Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée.</p> <p>Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement.</p> <p>La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.</p> <p>Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place dans les installations utilisant un</p>

combustible gazeux afin de prévenir l'apparition d'une atmosphère explosive.

Ce dispositif coupe l'arrivée du combustible et interrompt l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

Un dispositif de détection d'incendie équipe les installations implantées en sous-sol.

Lorsqu'il apparaît une impossibilité de mettre en place un tel dispositif de coupure ou que ce dispositif apparaît inadapté, une dérogation peut être accordée, après avis du CODERST par le préfet sur la base d'un dossier argumenté de l'exploitant. Ce dossier comporte au minimum une analyse de risques, une justification de l'impossibilité de mise en place de l'asservissement ou de la coupure manuelle, ainsi que les mesures compensatoires que l'exploitant se propose de mettre en place. Une analyse des éléments de ce dossier, effectuée par un organisme extérieur expert choisi en accord avec l'administration, peut être demandée, aux frais de l'exploitant.

*(1) Vanne automatique : son niveau de fiabilité est maximum.*

*(2) Capteur de détection de gaz : une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs.*

*(3) Dispositif de baisse de pression : ce dispositif permet de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Son seuil est aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation.*

III. L'emplacement des détecteurs de gaz est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences de l'article 60 du présent arrêté. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Toute détection de gaz dans l'atmosphère du local, au-delà de 30 % de la limite inférieure d'explosivité (LIE), conduit à la mise en sécurité de tout ou partie de l'installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive ou de conduire à une explosion, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues à l'article 60 du présent arrêté.

[...]

#### **Constats :**

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les vannes manuelles permettant d'interrompre l'alimentation en gaz sont visibles et accessibles. Ces dispositifs sont correctement repérés, avec une indication claire du sens de la manœuvre ainsi que des positions « ouvert » et « fermé ».

Par courriel en date du 25 juillet 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection les comptes rendus de vérification de la chaîne de mise en sécurité des chaufferies n°1 et n°2, réalisés respectivement en septembre 2024 et février 2025. Ces contrôles ont été effectués par la société APAVE, en lien avec une procédure interne présentée par l'exploitant lors de la visite. Les comptes rendus concluent à la conformité de la chaîne de mise en sécurité.

Par ailleurs, l'exploitant a transmis, en amont de l'inspection, un compte rendu d'intervention de la société Detecta Services, daté du 25 mars 2025, relatif au contrôle des détecteurs de gaz installés dans les chaufferies n°1 et n°2. Ce document atteste du bon fonctionnement des détecteurs de gaz à la date du contrôle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 60

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dispositifs préventifs sur les appareils de combustion

**Prescription contrôlée :**

I. Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de maîtriser leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

II. Les appareils de combustion comportent un dispositif de contrôle de la flamme ou un contrôle de température.

Le défaut de son fonctionnement entraîne la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible. Lorsqu'il apparaît une impossibilité de mettre en place un tel asservissement, une dérogation peut être accordée, après avis du CODERST, par le préfet sur la base d'un dossier argumenté de l'exploitant. Ce dossier comporte au minimum une analyse de risques, une justification de l'impossibilité de mise en place de l'asservissement ainsi que les mesures compensatoires que l'exploitant se propose de mettre en place. Une analyse des éléments de ce dossier, effectuée par un organisme extérieur expert choisi en accord avec l'administration, peut être demandée, aux frais de l'exploitant.

**Constats :**

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs de détection de gaz, dont le bon fonctionnement a été vérifié par la société DETECTA. Ils disposent également d'une chaîne de mise en sécurité, permettant l'arrêt automatique de l'alimentation en combustible en cas de détection d'un défaut.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté les dispositifs de contrôle de flamme présents sur les installations de combustion.

**Type de suites proposées :** Sans suite